

La droite peut-elle être américaine ?

APRÈS la victoire de la droite américaine et la réélection de George W. Bush, on peut s'interroger sur l'influence que les idées d'outre-Atlantique exerceront chez nous. Comme Jacques Chirac ne porte pas le président américain dans son cœur et que ce sentiment est réciproque, il n'ira chercher aucune inspiration à Washington.

Il n'en est pas de même pour son éventuel dauphin, Nicolas Sarkozy. Il s'est déjà rendu aux Etats-Unis en avril 2004 et n'a pas caché son admiration. Par un voyage récent en Israël, il a souligné, s'il en était besoin, sa différence. Ceux qui sont soucieux de lui barrer la route l'ont immédiatement dépeint comme

« Sarkozy l'Américain », exactement comme ses amis de gauche désignaient autrefois Michel Rocard, dans le même but et avec les mêmes arguments. Ces critiques sont destinées à être meurtrières puisque le sentiment latent d'anti-américanisme dans l'opinion française a été ravivé par la guerre d'Irak.

Quelles idées dominantes aujourd'hui aux Etats-Unis pourraient être transposées en France ? Deux journalistes vivant à Washington, John Micklethwait et Adrian Wooldridge, viennent de consacrer un livre pénétrant à la droite américaine (*The Right Nation, Conservative Power in America*, Penguin Press, New York). C'est elle qui a le vent

en poupe, et qui peut donc servir de modèle. Nos auteurs, qui sont britanniques, partent pour définir cette nouvelle droite du vieux credo conservateur anglais, résumé en six articles : 1. la méfiance à l'égard des pouvoirs de l'Etat (notamment dans l'ordre économique) ; 2. la préférence pour la liberté (par rapport à l'égalité) ; 3. le patriotisme ; 4. le respect des institutions et des hiérarchies établies ; 5. le scepticisme à l'égard du progrès ; 6. l'élitisme.

Jean-Claude Casanova
pour *Le Monde*

Lire la suite page 19

La droite peut-elle être américaine ?

Suite de la première page

Historiquement, la droite américaine n'a jamais adhéré à ce credo, pas plus d'ailleurs que les partis de droite de l'Europe ne l'acceptent aujourd'hui. Tout simplement parce que la démocratie et le capitalisme, c'est-à-dire l'égalité et le changement économique, rendent impossible l'adhésion à ce programme. Pourquoi alors la droite américaine, qui était autrefois plus à gauche que la droite européenne, paraît-elle aujourd'hui plus à droite ?

Parce que de ce credo classique elle retient les trois premiers articles et même les exagère, et qu'au lieu d'oublier simplement les trois suivants elle s'y oppose en étant égalitaire, optimiste et populiste. Elle défend donc le droit de porter des armes, la peine de mort, l'automatisme des peines en cas de récidive, l'interdiction du mariage gay, l'effort individuel, la famille et bien d'autres causes similaires. Le populisme égalitaire s'aggrave à la religion civique, le patriotisme à la religion tout court pour équilibrer la croyance dans les vertus du marché et la méfiance à l'égard des administrations étatiques et du Welfare State.

Dans cette perspective, la gauche américaine est dénoncée comme élitiste, redistributrice et critique à l'égard de la religion et du patriotisme. Elle a donc été défaite dans une partie de son électorat potentiel en termes de revenu, de position sociale ou de métier.

Curieusement, les deux premiers reproches d'américanisme adressés à Nicolas Sarkozy ne relèvent pas de cette analyse. Le premier tient à l'action positive en faveur des immi-

grés. C'est effectivement – sous le nom d'*affirmative action* – une idée américaine, qu'en langage sociologiquement exact mais politiquement maladroit on appelle « discrimination positive ». Cette idée vient de la gauche américaine parce que les Etats-Unis sont à la fois une démocratie et une société hétérogènes. L'hétérogénéité tient à la population noire et à une nouvelle immigration venant d'Amérique centrale ou d'Asie. Au début du XX^e siècle, on ne se préoccupait ni des Noirs ni des immigrés. Les grandes universités ne recrutaient pas de Noirs et pratiquaient même des quotas pour limiter le nombre des étudiants juifs ou catholiques, car, comme disait le président d'Harvard, le gentleman, produit recherché de l'éducation, ne se définit pas exclusivement par ses qualités intellectuelles.

A la fin du XX^e siècle, il s'est agi de réparer les souffrances faites aux Noirs et de mieux intégrer les Hispaniques ou d'autres qui éprouvaient des difficultés à s'assimiler. Pour cette raison, on a inventé des procédures qui favorisent ces minorités. Or l'Europe et la France sont aujourd'hui dans une situation analogue. Le sentiment de l'égalité démocratique domine, et la société est devenue hétérogène en raison de l'immigration maghrébine et africaine.

Quand M. Sarkozy affirme qu'il est urgent « de faire davantage pour ceux qui, dès la naissance, ont accumulé tant de handicaps que, sans une action déterminée de l'Etat, ils n'ont aucune chance de s'en sortir », il adhère peut-être à la gauche américaine, mais il énonce surtout une évidence. A droite, on lui reprochera de trop en faire pour les immigrés, à gauche, de ne pas respecter l'« égalité républicaine » en favorisant une minorité. Ce n'est pas le vrai débat. La question est de savoir, quand on accepte l'objectif d'égaliser les chances des enfants, si

la discrimination positive est bien à la fois efficace et juste.

Il en est de même pour la question de l'islam. Quand M. Sarkozy dit : « Je ne veux pas d'argent de l'étranger pour financer nos lieux de culte et je ne veux plus d'imams qui ne parlent pas un mot de français », trahit-il la laïcité française en s'inspirant de la religiosité américaine ? Mais, en France, l'enseignement confessionnel est financé par l'Etat, ce qui ne serait pas possible constitutionnellement aux Etats-Unis, pas plus que n'y serait possible, comme en Alsace et en Moselle, le statut concordataire, qui fait rémunérer les ecclésiastiques par l'Etat. Ici aussi, les polémiques superficielles et approximatives triomphent. L'Amérique n'a rien à voir dans cette affaire. Tout le monde se préoccupe du financement des mosquées et de la formation des imams. On fera comme on a fait pour l'enseignement privé catholique : on prêtera serment de défendre la laïcité et on acceptera une législation parfaitement contraire à l'esprit de celle de 1905.

En revanche, dans la tentative doctrinale de Nicolas Sarkozy, on trouve un aspect qui, lui, pourrait être bien américain. Il déploie en effet ses efforts dans deux directions. Dans l'une, il invoque des « valeurs oubliées par habitude, par démission, par faiblesse », et il veut « les incarner, leur donner une nouvelle force, démontrer leur actualité ». Quelles sont-elles ? Ce sont le travail, la patrie, le mérite, l'effort, le goût de la réussite. Les professeurs ne doivent pas prendre « le genre des copains », mais au contraire inspirer le respect et faire régner la discipline. Même s'il se garde d'invoquer la triade « travail, famille, patrie », que Vichy avait empruntée à la Constitution républicaine de 1848, on ne manquera pas de lui reprocher des parentés douteuses, que l'on évite généralement en parlant des valeurs abstraitement, sans

en désigner aucune. Dans l'autre direction de son projet, il insiste sur la liberté économique, sur l'entreprise, sur la compétition, domaines dans lesquels il n'a pas de peine à se séparer de Jacques Chirac et de la politique menée depuis bientôt trois ans.

Cette combinaison de libéralisme économique et de moralisme est-elle spécifiquement américaine et est-elle de droite ? La stratégie de Tony Blair, comme celle de George W. Bush, repose sur la même dualité. En Grande-Bretagne, elle a d'ailleurs ôté au Parti conservateur ses seuls atouts, au point que, dépourvu d'idées nouvelles, il en est tristement réduit à attendre la chute de la popularité du leader travailliste.

En fait, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou ailleurs, il s'agit d'une vision électorale qui cherche à résoudre les trois dilemmes de toutes les sociétés démocratiques. En élevant le niveau de vie par la croissance, le capitalisme et le libre-échange, on augmente la productivité, pour augmenter les revenus des particuliers, mais on réduit les solidarités et la sécurité de l'emploi. En finançant la solidarité entre les citoyens, on alourdit la fiscalité, ce qui effarouche les électeurs, et on risque de remplacer le goût de l'effort et du travail par l'assistance.

Comment conserver les mœurs et les vertus traditionnelles, le patriotisme et la religion, qui sont compromis par le marché, par l'assistance organisée, par l'individualisme et par la mondialisation ? A droite comme à gauche, ces dilemmes imposent des stratégies complexes et des synthèses doctrinales, que valident ou non les scrutins. Sartre pensait que l'existence précède l'essence. En politique, l'élection précède l'idée.

Jean-Claude Casanova
pour le Monde